



MANUEL DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

GUIDE DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE
D'AMNESTY INTERNATIONAL

SOMMAIRE



INTRODUCTION

PRÉSENTATION DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

DÉFINITIONS

INTERSECTION ENTRE L'ACTION DIRECTE NON VIOLENTE ET LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE



PRINCIPES DIRECTEURS



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 1 : PRÉPARER VOTRE ORGANISATION À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 2 : SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION

ÉTAPE 3 : SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

ÉTAPE 4 : METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

ÉTAPE 5 : SUIVI ET ÉVALUATION



ANNEXES

ANNEXE A : PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS

ANNEXE B : RESSOURCES

3

4

5

7

9

16

17

19

24

31

33

35

35

36

© Amnesty International 2024

Sauf exception dûment mentionnée, ce document est sous licence Creative Commons : Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0. <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org/fr.

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

L'édition originale en langue anglaise de ce document a été publiée en 2024 par Amnesty International Ltd, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

Index : ACT 10/7471/2024 French

Langue originale : anglais

amnesty.org

Photo de couverture : *Affrontements entre des manifestant-e-s et la police pendant une manifestation contre la réforme fiscale proposée par le président colombien Ivan Duque, à Bogota, le 28 avril 2021.*
© 2021 AFP



INTRODUCTION

Ce manuel offre des conseils sur les contextes qui méritent de s'engager dans des actes de désobéissance civile et la manière de le faire en respectant le devoir de diligence d'une organisation envers celles et ceux qui répondent à ses appels à la désobéissance civile, et en atténuant les risques (financiers, juridiques, pour la réputation, etc.). Il est adapté d'un manuel interne d'Amnesty sur la désobéissance civile (ACT 10/6363/2023), qui offrait des lignes directrices détaillées et des ressources internes. Les membres du personnel d'Amnesty sont invités à utiliser la version interne.

Ce manuel s'adresse aux organisations qui envisagent de recourir à la désobéissance civile. Il présente les principes clés concernant les actes de désobéissance civile et les étapes à suivre pour recourir efficacement à la désobéissance civile, notamment la planification, l'évaluation des risques, la prise de décisions, la mise en œuvre et l'évaluation. Bien que ce manuel soit consacré à la désobéissance civile, ses principes peuvent être appliqués à certains cas d'actions directes non violentes (« NVDA ») présentant des risques élevés.



Les principes présentés dans ce manuel peuvent être appliqués à toute tactique de désobéissance civile, de la phase de planification à celle de l'évaluation finale, en particulier lorsqu'une telle tactique présente des risques élevés. Ceci inclut aussi les situations dans lesquelles ce genre de tactique est mis en œuvre en réaction ou en réponse à des faits d'actualité. Il peut être utile d'établir des règles et des pratiques

↑ Des militant-e-s du mouvement Extinction Rebellion tiennent une banderole et des pancartes pendant une manifestation organisée le premier jour d'une semaine de grèves pour le climat dans le monde entier, Londres, 20 septembre 2019, © 2019 SOPA Images

supplémentaires à mettre en œuvre parallèlement à l'utilisation de ce manuel. Cela garantira que la sécurité et l'intégrité ne soient pas compromises dans le cadre de la réponse à une situation locale.



PRÉSENTATION DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

La désobéissance civile a toujours été utilisée pour sensibiliser, exercer des pressions et promouvoir le changement. Des militant·e·s du monde entier ont eu recours à différentes méthodes de désobéissance civile par des moyens directs et non-violents, souvent en enfreignant intentionnellement la loi. Les normes internationales relatives aux droits humains reconnaissent que, indépendamment de la notion d'infraction à la loi d'un pays, les actes de désobéissance civile peuvent constituer une forme de réunion et, lorsqu'ils sont accomplis de manière non violente, relèvent du droit à la liberté de conscience, d'expression et de réunion pacifique¹.

Les mouvements et organisations ont de plus en plus recours à la désobéissance civile, et l'on s'attend à ce que cette tendance se poursuive en raison des problèmes majeurs qui se posent actuellement, tels que la crise climatique, les menaces pesant sur les droits des personnes migrantes ou réfugiées, et les attaques croissantes contre les droits humains résultant de politiques de diabolisation.

¹ Voir Comité des droits de l'homme (CDH) des Nations unies (ONU), *Observation générale n° 37 Sur le droit de réunion pacifique (art. 21)*, 27 juillet 2020, doc. ONU CCPR/C/GC/37, para. 16.

COMMENT FAIT AMNESTY ?

Amnesty International ne participe à des actes de désobéissance civile que lorsque de tels actes sont publics, non-violents et impliquent d'enfreindre intentionnellement une loi nationale afin de faire changer la situation des droits humains. Amnesty est engagée à ne pas utiliser ni préconiser la violence, la haine ou la discrimination dans ses tactiques de campagne, y compris dans le cadre de la désobéissance civile. Par conséquent, chaque fois qu'Amnesty se livre à des actes de désobéissance civile, ceux-ci doivent toujours être conformes aux principes de non-violence, de lutte contre la haine et de non-discrimination.



DÉFINITIONS

Action directe non violente (NVDA) : Action qui ne fait pas appel à la force physique contre une personne, n'amène pas d'autres personnes à craindre l'usage immédiat de la violence, ni n'incite à la violence ou à la discrimination. Le terme générique « NDVA » englobe les actes de désobéissance civile et des activités qui n'enfreignent pas la loi nationale. Il recouvre un ensemble d'éléments, de la rédaction de lettres à la collecte de signatures pour des pétitions en passant par les rassemblements, les manifestations et les actions médiatiques, et s'étend à des activités plus risquées, telles que le déploiement de banderoles, les sit-ins et les actes de désobéissance civile.

Désobéissance civile : La désobéissance civile est une infraction prémeditée à une loi nationale, commise pour des raisons de conscience ou parce que l'on considère qu'il s'agit de la manière la plus efficace de sensibiliser l'opinion publique, de manifester son opposition à des mesures sociales ou politiques ou de faire changer les choses. La résistance organisée de Rosa Parks lorsqu'il lui a été intimé de rejoindre l'arrière du bus au début du Mouvement des droits civiques, conçue comme un moyen de s'opposer à la ségrégation raciale, en constitue un exemple.

Désobéissance civile de masse : Les actes de désobéissance civile peuvent parfois impliquer de grands groupes de personnes s'organisant autour d'une cause commune. Des exemples de ce type de mobilisation incluent le blocage en masse de bâtiments ou de locaux, ou le refus d'un très grand nombre de personnes de respecter des lois considérées comme contraires à la législation et aux normes relatives aux droits humains. Lorsqu'une organisation prévoit de se livrer à des actes de désobéissance civile, de tels actes peuvent être considérés comme de la désobéissance civile de masse lorsqu'ils atteignent une ampleur telle que l'organisation n'est pas en mesure de proposer des formations directes et d'obtenir le consentement éclairé écrit de l'ensemble des participant-e-s.



↑ Rosa Parks assise à l'avant du bus,
Montgomery, Alabama, États-Unis, 1956.
© Underwood Archives

EXEMPLE : LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE À TAIWAN

Le « mouvement des tournesols » est le plus grand mouvement de désobéissance civile des dernières décennies de l'histoire de Taiwan. S'inscrivant dans le contexte des relations tendues entre Taiwan et la Chine, ce mouvement est né en 2014, lorsque le Conseil législatif a tenté d'adopter un accord commercial avec la Chine sans respecter la procédure légale. La population s'est alors inquiétée du danger que cela pouvait représenter pour le droit à la liberté d'expression et les droits économiques, sociaux et culturels.

Le 18 mars 2014, des personnes se sont réunies devant le bâtiment du Conseil législatif (le Parlement taiwanais), à Taipei, et certaines y sont entrées par effraction (et l'ont ensuite occupé tout au long de la durée des manifestations). Le lendemain, des personnes se sont rassemblées pour exiger que la procédure soit respectée et que le gouvernement se retire de cet accord. Peu après, le reste du pays s'est mobilisé. Alors que la situation se déroulait quasi sans réponse de la part du gouvernement, des citoyens et citoyennes se sont mis à occuper pacifiquement la place devant le bâtiment, presque sans dommages matériels. Le 25 mars, des manifestant-e-s réunis devant le Conseil exécutif se sont heurtés à une



répression policière brutale ; 150 personnes ont été blessées et 61 arrêtées.

En réponse, un demi-million de personnes de tous horizons (y compris des membres de la société civile, des artistes et des enseignant-e-s) ont rejoint le mouvement de

protestation le 30 mars. Le groupe de parents et d'enfants d'Amnesty Taiwan a quant à lui rejoint le mouvement devant le Conseil législatif, en soutien aux manifestant-e-s qui occupaient toujours le bâtiment depuis le début du mouvement.

↑ Des militant-e-s manifestant contre l'Accord commercial sur les services entre les deux rives occupent le Conseil législatif à Taiwan, en 2014.
© Yi Pan



INTERSECTION ENTRE L'ACTION DIRECTE NON VIOLENTE ET LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

La désobéissance civile peut impliquer d'enfreindre une loi qui peut être contraire ou conforme au droit international. Cette distinction constitue un facteur important dans la façon dont les États vont répondre à l'action.



ENFREINDRE UNE LOI CONTRAIRE AU DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS HUMAINS

Certains actes de désobéissance civile peuvent amener à transgresser sciemment une loi interdisant délibérément l'exercice d'un droit humain, restreignant l'expression de croyances particulières, ou contraire au droit international relatif aux droits humains et aux normes en la matière. Ceci inclut, par exemple, les réglementations imposant une interdiction générale des manifestations ou une loi érigeant en infraction le fait de manifester sans autorisation préalable des autorités.

ENFREINDRE UNE LOI CONFORME AU DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS HUMAINS

D'autres actes de désobéissance civile peuvent impliquer d'enfreindre une loi nationale pour des raisons de conscience ou parce qu'ils sont considérés comme le moyen le plus efficace de dénoncer une situation ou d'exprimer son désaccord, d'attirer l'attention du grand public et de contribuer au débat public, ou de faire cesser ou d'empêcher des atteintes aux droits humains. Il s'agit souvent, par exemple, de lois relatives à la violation de propriété, à l'obstruction des routes ou à la dégradation de biens. Trop souvent, face à ce genre d'actes de désobéissance civile, les États réagissent en accusant les personnes concernées de graves infractions pénales (terrorisme, trahison ou rébellion, par exemple) qui ne se justifient pas au regard de leurs actes.



EXEMPLES DE TACTIQUES DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Bien que des tactiques de désobéissance civile similaires soient utilisées dans le monde entier, il est important de se rappeler que ce qui constitue un acte de désobéissance civile dépend majoritairement du contexte local et des lois nationales. Un acte peut relever de la désobéissance civile dans un pays, mais pas dans un autre. Voici quelques exemples de tactiques que l'on peut observer dans différents contextes, classés selon les critères d'infraction ou de non-infraction définis plus haut :

Exemples d'infractions à une loi contraire au droit international relatif aux droits humains :

- ⌚ Manifester dans la rue pendant un état d'urgence ou dans un contexte où le droit à la liberté de réunion pacifique fait l'objet d'une restriction injustifiée
- ⌚ Filmer/enregistrer des membres du gouvernement et/ou d'organes de l'application des lois alors que c'est interdit
- ⌚ Manifester publiquement de l'affection quand on est un couple queer ou de personnes du même sexe alors que c'est interdit
- ⌚ Porter une tenue non autorisée
- ⌚ S'exprimer dans une langue minoritaire interdite ou exercer des pratiques culturelles interdites
- ⌚ Refuser la conscription ou l'enrôlement dans l'armée en cas de guerre
- ⌚ Ne pas demander la permission avant de manifester, lorsque la demande d'une telle autorisation est imposée par le gouvernement



↑ La statue d'Edward Colston, esclavagiste de la fin du XVII^e siècle, est jetée dans la rivière Avon à Bristol, Angleterre, 2020.
© Giulia Spadafora/NurPhoto via Getty Images

Exemples d'infractions à une loi conforme au droit international relatif aux droits humains :

- ⌚ Occuper des bâtiments gouvernementaux et faire des sit-ins
- ⌚ Occuper des terrains ou bâtiments privés appartenant au secteur et à des entreprises privés, ou en bloquer les entrées
- ⌚ Bloquer les routes et la circulation
- ⌚ Ne pas payer pour les services (tickets de bus, impôts)
- ⌚ Dessiner des graffitis sur des murs
- ⌚ Commettre des actes de vandalisme et d'éco-vandalisme
- ⌚ Renverser une statue

Certaines tactiques peuvent entrer dans l'une ou l'autre de ces catégories, selon le contexte :

- ⌚ Occuper des terres autochtones et des écosystèmes revêtant une importance écologique afin d'empêcher qu'ils soient vendus ou transformés en terrains à bâtir
- ⌚ Refuser d'être arrêté·e et opposer une résistance passive aux agents de l'application des lois lors des manifestations dans la rue

Les tactiques et stratégies dépendront des contextes et populations spécifiques, en fonction de l'importance historique et culturelle qu'elles revêtent pour ceux-ci.



PRINCIPES DIRECTEURS

La désobéissance civile est l'un des nombreux outils à notre disposition pour faire campagne en faveur du changement. Afin d'en obtenir un maximum de résultat, il est conseillé de recourir à la désobéissance civile de manière conjointe avec d'autres approches et tactiques, et non pas de manière isolée, dans le but d'exercer une pression sur les décisionnaires.

Tout acte de ce type doit se fonder sur une évaluation approfondie des risques pour les participant-e-s et des risques financiers, juridiques, d'atteinte à la réputation et autres encourus. Les avantages escomptés de l'action doivent l'emporter sur les risques qu'elle présente, et l'organisation doit remplir son devoir moral et juridique envers les personnes impliquées, à la fois en se préparant de manière adéquate à tout risque potentiel (de sécurité, juridique ou autre), et en fournissant un soutien avant, pendant et après ces actions, tel qu'il a été présenté aux personnes impliquées.

Lorsqu'elles organisent, facilitent ou approuvent un acte de désobéissance civile, les organisations doivent déterminer quels principes clés elles doivent appliquer dans le cadre de leur travail et en discuter lors de l'évaluation des risques réalisée en amont de l'action. Ces principes peuvent servir de liste de critères à vérifier lorsque l'engagement dans un acte de désobéissance civile est envisagé.

² Conformément à la politique d'Amnesty, les dommages matériels sont considérés comme modérés lorsqu'ils sont temporaires, réversibles, ou facilement remplaçables. Il faut néanmoins noter que ces notions varient selon le contexte et la région, et qu'elles doivent donc être prises en considération lors de l'évaluation des risques.

1. ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA NON-VIOLENCE ET DES VALEURS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION

- N'utilisez pas et ne préconisez pas la violence, la haine ou la discrimination.
- Conformez-vous au droit international relatif aux droits humains et aux normes internationales en la matière.
- N'instrumentalisez pas ou ne stéréotypez pas certains groupes.
- Tenez compte des conséquences néfastes que vos actions peuvent avoir sur les droits d'autrui (par exemple, le blocage d'axes routiers lorsque cela risque de nuire fortement aux moyens de subsistance de groupes marginalisés, ou des actions pouvant compromettre les droits culturels d'autrui, notamment si elles sont réalisées sans autorisation sur des sites culturels ou religieux).
- Lorsque vous organisez ou participez à des actes de désobéissance civile qui visent à causer intentionnellement des dommages matériels, tenez compte de l'ampleur des dommages et déterminez s'ils sont raisonnables et justifiés par les circonstances.

COMMENT FAIT AMNESTY ?

Amnesty n'organise et ne participe pas à des actes de désobéissance civile qui visent à causer intentionnellement des dommages matériels, à moins que les dommages ne soient considérés comme modérés, raisonnables et justifiés par les circonstances².

EXEMPLE PRIS EN AFRIQUE DU SUD

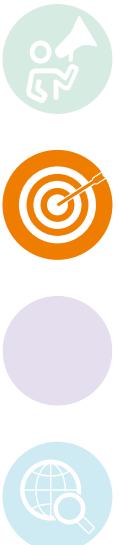
En Afrique du Sud, la désobéissance civile est une tradition de longue date, qui remonte à la période de l'apartheid et qui prend la forme de manifestations. Dans bien des cas, lorsque les populations locales tentent d'exercer des pressions sur les autorités ou de dialoguer avec celles-ci, elles n'y parviennent pas et aucun changement n'a lieu. Ceci amène certains groupes à recourir à des tactiques consistant par exemple à endommager des biens matériels et des bâtiments, à bloquer des routes et à occuper des locaux, dans le but d'attirer l'attention des responsables gouvernementaux et des médias sur leurs problèmes. La société civile a l'impression que, dans la plupart des cas, le gouvernement ne prend au sérieux les demandes qui lui sont faites et n'y répond que si des dommages matériels ont lieu.

En 2015, de jeunes militant-e-s ont commencé à mener des manifestations pour plaider en faveur d'un enseignement supérieur gratuit et plus accessible pour les jeunes de milieux divers.

Amnesty Afrique du Sud a préféré soutenir les manifestant-e-s en les formant à la collecte d'informations sur les violations des droits humains commises au cours des manifestations.



↑ Des étudiant-e-s participent à la manifestation de l'université de Witwatersrand en Afrique du Sud, 2021.
© Gallo Images / Contributor



PRINCIPES DIRECTEURS

2. RISQUE STRATÉGIQUE, NÉCESSAIRE ET CALCULÉ

- Considérez que l'engagement dans un acte de désobéissance civile est un outil supplémentaire à votre disposition pour faire campagne en faveur d'un changement de la situation des droits humains.
- Faites un usage stratégique de la désobéissance civile, de manière conjointe avec d'autres approches et tactiques.
- Déterminez si les avantages escomptés de l'action l'emportent sur les risques qu'elle comporte.
- Déterminez si l'acte de désobéissance civile est nécessaire et proportionné par rapport au contexte visé, d'une manière qui tienne compte des droits d'autrui (par exemple, il ne doit pas porter atteinte à la santé publique, à la sécurité ou aux moyens de subsistance).
- Prenez des décisions en concertation avec toutes les parties concernées susceptibles d'être affectées par les réactions que l'acte de désobéissance civile va susciter, et consultez des juristes du pays ou du territoire concerné spécialisés dans ce domaine.

3. ÉVALUATION DE LA SITUATION OU DU CONTEXTE

- Les décisions à l'égard des actes de désobéissance civile doivent être fondées sur une évaluation de la situation et du contexte.
- L'évaluation doit inclure une cartographie des rapports de force afin de déterminer les cibles, les moyens, les messages et la stratégie globale de chaque acte de désobéissance civile. Cette démarche est particulièrement importante lorsque les actes de désobéissance civile visent des entreprises, compte tenu des risques supplémentaires que cela peut entraîner pour les participant-e-s et l'organisation : l'entreprise pourrait par exemple engager des poursuites contre les participant-e-s.
- Lorsque des actes de désobéissance civile ciblant des entreprises sont envisagés, déterminez si vous disposez d'éléments de preuve fiables attestant que ces entreprises causent une atteinte aux droits humains, y contribuent ou y sont directement liées par une relation commerciale, ou encore risquent de se retrouver dans cette situation.

COMMENT FAIT AMNESTY ?

Les décisions d'Amnesty à l'égard des actes de désobéissance civile sont fondées sur nos recherches et les informations concernant les atteintes aux droits humains auxquelles de tels actes cherchent à répondre. Amnesty ne décide d'entreprendre des actes de désobéissance civile ciblant des entreprises qu'après avoir établi que ces entreprises causent une atteinte aux droits humains, y contribuent ou y sont directement liées par une relation commerciale, ou encore risquent de se retrouver dans cette situation.

ENFREINDRE OU NON LA LOI

Il est important que nous nous posions la question de savoir si nous pouvons faire changer les choses sans enfreindre la loi, notamment si cela présente un risque élevé. Des organisations ont su, à de nombreuses reprises, faire preuve de créativité pour agir à la limite de l'illégalité. À l'aide de tactiques ingénieuses, elles peuvent mettre en évidence l'injustice de certaines lois et la nécessité de les changer.

Des militant-e-s ont protesté contre l'interdiction d'afficher publiquement des supports (notamment le drapeau arc-en-ciel) faisant soi-disant la « promotion » de l'homosexualité auprès des mineur-e-s. Pour protester subtilement contre cette loi homophobe, des militant-e-s ont chacun porté un maillot de football de couleur différente. Une fois alignés, ils ont ainsi créé un drapeau arc-en-ciel, bien qu'aucun d'entre eux n'ait individuellement brandi cet emblème LGBTI. Ce drapeau était donc à la fois caché et bien en vue³.



Des militant-e-s trouvent un moyen de contourner l'interdiction d'arburer le drapeau des fiertés en créant une version secrète de cet emblème avec des maillots de football dans les rues de Moscou lors de la Coupe du monde de football de 2018 en Russie, Fédération de Russie, 2018.
© The Hidden Flag

³ ABC News, "World Cup activists stage 'hidden' rainbow flag protest around Moscow to champion gay rights", 11 juillet 2018.



PRINCIPES DIRECTEURS

4. DEVOIR DE DILIGENCE, DILIGENCE REQUISE ET DROITS HUMAINS DES PARTICIPANT·E·S

- Acquittez-vous du devoir de diligence qui vous incombe envers les participant·e·s à des actes de désobéissance civile que vous organisez, facilitez ou approuvez, y compris dans le cadre d'efforts conjoints avec d'autres organisations qui encouragent vos militant·e·s à participer.
- Prenez toutes les mesures appropriées pour atténuer les risques impliqués par les actes de désobéissance civile et mettez en place les mécanismes nécessaires pour y répondre s'ils se produisent.
- Donnez des directives claires sur les conséquences possibles des actes et la façon d'y répondre, notamment un plan d'action pour savoir quoi faire en cas de problème, ainsi que sur le soutien sur lequel les participant·e·s peuvent compter.
- Accordez une attention spécifique aux risques que courent les personnes du fait de leurs identités plurielles (par exemple, l'origine ethnique, le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, le handicap et la situation au regard de la législation sur l'immigration). En effet, toutes ne s'exposent pas aux mêmes risques lorsqu'elles s'engagent dans un acte de désobéissance civile.
- Lorsque la désobéissance civile a lieu en ligne, accordez une attention particulière aux risques spécifiques à ce genre d'action, y compris en matière de sécurité numérique et de sanctions que les États pourraient prendre contre ce type d'action.

5. DILIGENCE RAISONNABLE ENVERS LES PARTENAIRES ET LES DÉTENTEURS ET DÉTENTRICES DE DROITS⁴

- Prenez en considération tous les risques qu'implique un engagement dans la désobéissance civile en partenariat avec d'autres organisations, en tenant compte des garanties propres aux partenaires et de leurs précédentes expériences d'engagement dans la désobéissance civile.
- Lorsqu'un acte de désobéissance civile est organisé au nom de détenteurs et détentrices de droits, examinez avec ces personnes ce que le partenariat signifie pour elles. Interrogez-vous notamment sur les motivations de l'acte de désobéissance civile et le lien avec les détenteurs et détentrices de droits censés en bénéficier.
- Au moment de planifier un acte de désobéissance civile au nom de détenteurs et détentrices de droits, veillez à ce que ces personnes soient impliquées et participent dès les premières phases de l'organisation. Il se peut que vous bénéficiiez d'un privilège lié à la perception de votre organisation et de nombreuses personnes au sein de votre organisation peuvent bénéficier d'un privilège lié à la classe ou à l'origine ethnique. Cela peut contribuer au succès de l'action et atténuer certains risques qui pourraient être plus élevés pour les détenteurs et détentrices de droits, mais dans le même temps, tenez compte du fait que votre privilège peut nuire aux personnes que vous souhaitez aider ou les reléguer au second plan.

⁴ Bien que toute personne soit détentrice de droits, Amnesty emploie le terme détenteur/détentrice de droits pour parler des personnes dont les droits humains ont été bafoués ou risquent de l'être dans une situation spécifique (c'est-à-dire les personnes directement touchées par la question sur laquelle l'organisation fait campagne).

PRINCIPES DIRECTEURS

6 CONSENTEMENT PRÉALABLE, LIBRE ET ÉCLAIRÉ⁵

- Obtenez le consentement préalable et éclairé des participant·e·s à un acte de désobéissance civile. La forme du consentement peut varier en fonction de l'urgence de la question et/ou du niveau de risque de l'acte de désobéissance civile proposé. Si vous en avez le temps et si les circonstances le permettent, le consentement doit généralement être consigné par écrit et conservé de façon sûre (conformément à la législation/aux bonnes pratiques en matière de vie privée) par l'organisation à l'origine de l'acte. Le formulaire de consentement doit également indiquer les coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence ainsi que les informations médicales pertinentes concernant le/la participant·e.
- Lorsque des membres du personnel rémunérés sont susceptibles de participer à l'acte de désobéissance civile aux côtés de militant·e·s, accordez une attention particulière à l'analyse de la dynamique de pouvoir, afin de veiller à ce que le consentement reste volontaire et sans aucune pression explicite ou implicite de la part de collègues ou de supérieur·e·s hiérarchiques.
- S'il est prévu d'autoriser la participation de personnes de moins de 18 ans, vous devez avoir mis en place une politique de protection qui concerne spécifiquement la participation de mineur·e·s à des actions de désobéissance civile, qui atténue les risques particuliers liés à leur participation et qui envisage la mise en place d'une procédure pour l'obtention de leur consentement conformément à leurs capacités évolutives.

⁵ Pour en savoir plus sur le consentement préalable et éclairé, voir l'Étape 3 : Se préparer à mettre en œuvre les tactiques de désobéissance civile ci-dessous.

7 FORMATION ADÉQUATE DES PARTICIPANT·E·S

- Déterminez si toutes les personnes répondant à un appel pour une action de désobéissance civile bénéficient d'une formation adéquate, y compris les observateurs et observatrices et les personnes endossant différents rôles. La participation à une telle formation peut être un prérequis de la procédure d'obtention du consentement éclairé des personnes désirant participer à l'action. Il est conseillé d'empêcher les personnes n'ayant pas suivi de formation adéquate de prendre part à un acte de désobéissance civile.



PRINCIPES DIRECTEURS

8 PRENDRE LA RESPONSABILITÉ DE VOS ACTIONS

Les organisations doivent assumer les conséquences d'un acte de désobéissance civile et ne doivent ni les esquiver ni s'en rétracter.

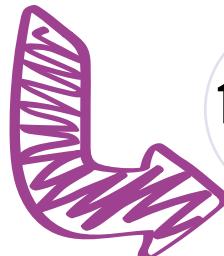
- Lorsque vous organisez ou facilitez un acte de désobéissance civile, ou que vous y participez, déterminez à l'avance l'ampleur du soutien que vous serez en mesure d'offrir aux participant·e·s (y compris le soutien financier et juridique), préparez-vous-y et informez-en clairement les participant·e·s.
- Ayez au moins en place un réseau d'avocat·e·s bénévoles et d'organisations de la société civile pouvant apporter une assistance juridique avant, pendant et après l'acte. Si possible, il est très utile de disposer d'un réseau de soutien plus vaste, qui inclut des organisations ou collectifs fournissant un soutien psychosocial avant, pendant et après les actions de désobéissance civile, notamment dans les cas où les militant·e·s ont été exposés à la force et à la violence.
- Lorsque vous proposez de participer à un acte de désobéissance civile, mentionnez explicitement, dans l'évaluation des risques, si vous fournirez ou non un soutien juridique et/ou financier, et communiquez clairement cette information à tous les participant·e·s.



↑ Le personnel d'AI Mexique et des militant·e·s manifestent devant « La Glorieta de las Mujeres que Luchan » (le rond-point des femmes qui luttent), un rond-point de Mexico dont des mouvements féministes se sont emparés pour protester contre la montée des violences liées au genre dans la ville, 2021.
© Cristopher Isai Cruz Ordóñez

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

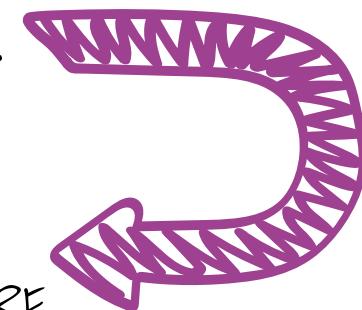
Ceci constitue une base permettant de mener une réflexion approfondie sur les façons de mener des actions de désobéissance civile et peut s'appliquer aussi bien aux réactions à des crises locales qu'à l'élaboration proactive de stratégies.



- 1 PRÉPARER VOTRE ORGANISATION À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE



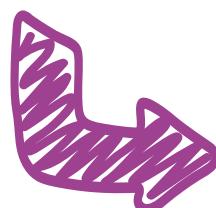
- 2 SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION



- 4 METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE



- 3 SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE



- 5 ASSURER LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DE L'ACTION



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 1 PRÉPARER VOTRE ORGANISATION À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Se préparer à la désobéissance civile peut demander du temps. En raison des risques accrus que présentent certains types de tactiques, il est important que vous preniez ce temps. Voici quelques suggestions d'éléments à prendre en compte. Ils seront plus ou moins pertinents pour votre organisation, en fonction de sa taille et du contexte dans lequel elle évolue.

POLITIQUE

- ➊ Veillez à ce que votre processus soit inclusif et faites en sorte d'impliquer véritablement des personnes responsables des campagnes, des communications et du militantisme ainsi que des militant-e-s et des détenteurs et détentrices de droits. Prévoyez notamment un espace pour que les militant-e-s et les détenteurs et détentrices de droits puissent décider de participer ou non à des actions de désobéissance civile, et discuter des tactiques et du niveau de risques que celles-ci présentent.
- ➋ Veillez à ce que toutes les personnes décisionnaires comprennent parfaitement toutes les politiques pertinentes relatives à la situation concernée que votre organisation a adoptées et à ce qu'elles respectent les politiques et procédures juridiques existantes. Pour cela, discutez notamment de la politique avec les militant-e-s et les détenteurs et détentrices de droits qui seront impliqués dans le processus de prise de décisions.
- ➌ Prenez les mesures nécessaires pour que les membres concernés du personnel participent aux réunions d'orientation et autres processus d'intégration, afin qu'ils se familiarisent avec les politiques et procédures et puissent soulever des questions.

DIVERSITÉ

- ➊ Lorsque vous prenez des décisions relatives à des actes de désobéissance civile, veillez à ce que ceux-ci fassent avancer les objectifs de diversité dans votre contexte.
- ➋ Analysez les différentes façons dont la participation à des actes de désobéissance civile pourrait affecter les militant-e-s, en fonction de

critères tels que le genre, l'origine ethnique, le handicap et l'âge, entre autres. Réfléchissez également à des stratégies visant à soutenir et protéger les militant-e-s qui entrent dans ces catégories d'identification lors des actes de désobéissance civile.

PERTINENCE LOCALE

Chaque organisation fonctionne dans un contexte unique, qu'il s'agisse des politiques nationales et locales, ou des organisations de la société civile et des partenaires qui l'entourent. La pertinence locale revêt une importance particulière en matière de désobéissance civile, car cette dernière est souvent guidée par des personnes directement touchées par des atteintes aux droits humains. Veillez à avoir une compréhension aussi complète que possible de l'histoire de la désobéissance civile et de ses répercussions dans votre pays avant de vous engager dans des actes de désobéissance civile.

- ➌ Servez-vous d'un outil d'analyse situationnelle pour procéder à une évaluation du contexte social, culturel et politique local dans lequel vous évoluez⁶. Prenez en compte la façon dont les forces de sécurité réagissent aux manifestations, en déterminant notamment si elles ont une tendance constante au recours injustifié ou excessif à la force, l'attitude du gouvernement à l'égard des mouvements de contestation sociale et les précédentes expériences en matière de désobéissance civile.
- ➍ Évaluez vos militant-e-s et leur goût du risque.
- ➎ Dressez un inventaire de toutes les lois pertinentes qui pourraient avoir un impact sur vos tactiques de désobéissance civile. Sollicitez une assistance juridique, si nécessaire.
- ➏ Échangez avec vos partenaires, des détenteurs et détentrices de droits et des membres de la communauté ayant déjà mené des actions locales ou fait campagne sur le sujet.
- ➐ Consultez vos partenaires potentiels pour savoir dans quelle mesure ils seraient ouverts à la désobéissance civile.

6 Voir un exemple dans la [Compilation d'outils](#) en Annexe B.



EXEMPLES DE MOUVEMENTS DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE MENÉS PAR DES GROUPES ET DES DÉTENTEURS ET DÉTENTRICES DE DROITS

La désobéissance civile a joué un rôle crucial dans de nombreux mouvements de justice sociale au cours de l'histoire. Nous avons précédemment évoqué **ROSA PARKS**, dont l'action constitue un parfait exemple de la façon dont la désobéissance civile a fait bouger les choses lors du Mouvement des droits civiques aux États-Unis. La désobéissance civile est une façon d'agir qui s'est naturellement développée au sein des mouvements citoyens menés par des détenteurs et détentrices de droits et des défenseur-e-s des droits humains. Il existe de nombreux cas où la résistance à l'oppression coloniale passée et aux actuels systèmes d'oppression a pris la forme d'une désobéissance civile non violente.

En Indonésie, en 2016, neuf défenseures autochtones des droits fonciers, surnommées « **LES FEMMES DE KENDENG** », ont cimenté leurs pieds dans des bacs devant le palais présidentiel pour s'opposer à l'utilisation de leurs terres par une entreprise de ciment implantée à proximité de leur communauté. Elles protestaient contre l'impact que cette usine aurait sur leur accès à l'eau et les perturbations qu'elle entraînerait pour l'accès de la communauté à ses terres et le lien qu'elle entretient avec ses terres. Cette communauté a longtemps résisté au colonialisme par des actes

de désobéissance civile, par exemple en refusant de construire des routes ou de payer des impôts⁷.

Le **MOUVEMENT DES SANS-TERRÉ** (« **MOVIMENTO DOS TRABALHADORES RURAIS SEM TERRA** », **MST**), un vaste mouvement social né dans les années 1980 au Brésil, constitue un autre exemple important de ce type de désobéissance civile. La désobéissance civile est une stratégie clé de ce mouvement citoyen, qui occupe des terres pour plaider en faveur d'une réforme agraire et contre les inégalités sociales historiques dans la répartition des terres, résultant de la colonisation portugaise et de l'esclavage. Lorsque le mouvement occupait des terres, des familles y emménageaient et y formaient des communautés. Aujourd'hui, le MST estime que 450 000 familles se sont installées sur ces territoires⁸.

Il ne faut jamais oublier le lourd travail que ces militant-e-s ont déjà accompli et leur expertise en matière de désobéissance civile, ainsi que les risques qu'ils ont pris et les sacrifices qu'ils ont faits pour défendre leurs droits. Lorsque nous nous préparons à utiliser la désobéissance civile, nous devons consulter les communautés et les mouvements citoyens afin d'apprendre d'eux et de nouer des partenariats avec eux.



7 Hendri Yulis, "The Kartinis of Kendeng: using motherhood as a form of resistance", 20 avril 2016.

8 MST, "Quem Somos".

← Des femmes cimentent leurs pieds devant le palais présidentiel indonésien, 2016.
© Future Publishing



ÉTAPE 2

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION

La désobéissance civile doit être considérée comme une intervention active dans des structures ou métarécits politiques, sociaux, économiques ou autres structures du pouvoir, qui modifie les rapports de pouvoir existants et permet à l'organisation ou à des détenteurs et détentrices de droits d'être inclus en tant que participant-e-s actifs aux discussions, et non plus simples observateurs relégués à la marge. Cette intervention active au sein d'un système vise à perturber et à influencer le discours et la source du pouvoir, afin de créer un cadre propice au changement de la situation des droits humains. Pour être efficaces, les stratégies et tactiques de désobéissance civile doivent déstabiliser et remettre en question ces sources de pouvoir, donner plus de pouvoir aux détenteurs et détentrices de droits et ouvrir la voie au changement. Les possibilités que la désobéissance civile offre en vue d'ouvrir la voie au changement sont diverses : du changement de l'attitude de la cible d'une campagne, notamment par la sensibilisation de la population au problème, à l'affaiblissement de la cible au point qu'elle accepte de changer, de négocier ou de faire des concessions, dans le cadre d'une campagne plus large.

Pour déterminer si la désobéissance civile constitue la bonne tactique, utilisée au bon moment, il est important de prendre en compte le contexte plus large dans lequel s'inscrit la campagne.

À cette fin, nous devons veiller à ce que toutes les personnes concernées participent activement et réellement au processus.

TACTIQUE
Type d'engagement visant à atteindre l'objectif d'une campagne (par exemple, militantisme/mobilisation, travail de pression/de plaidoyer, travail en direction des médias, éducation aux droits humains)

PARTICIPATION ACTIVE ET RÉELLE

- ❶ Dressez la liste des parties intéressées⁹, notamment les dirigeant-e-s locaux, les organisations locales, les mouvements sociaux, les collectifs de militant-e-s, les réseaux de jeunes, les organisations de la société civile (religieuses ou autres), les organisations politiques et le gouvernement, entre autres, dont les membres sont directement concernés par le problème en question, afin de veiller à ce que vos choix ne reposent pas uniquement sur le contexte local, mais qu'ils renforcent les actions et les initiatives de militantisme citoyen des défenseur-e-s locaux des droits humains, sans les surcharger ni éclipser leurs efforts.
- ❷ Mettez en place, dès le départ, les conditions nécessaires à une participation active et réelle dans la planification des campagnes et les prises de décisions. Lorsque l'occasion ou le besoin de désobéissance civile se présente, il est important de consulter les populations et les détenteurs et détentrices de droits directement concernés par le problème en question. Lorsque cela est possible, laissez-vous guider par les populations et personnes qui travaillent au problème depuis le début, et prenez en considération tout risque que votre action pourrait représenter pour elles. Établissez et cultivez vos relations avec elles et, si nécessaire, attendez qu'elles vous invitent à intervenir à l'aide de tactiques de désobéissance civile.
- ❸ Veillez à ce que votre acte de désobéissance civile apporte une valeur ajoutée claire et définie au travail que vous et vos partenaires meniez déjà, ou que vos partenaires ou partenaires potentiels étaient en train de mener. Faites le nécessaire pour que votre analyse inclue une évaluation de la façon dont un partenariat avec votre organisation affecterait vos partenaires.

9 Consulter des exemples d'outils pertinents dans la [Compilation d'outils](#) en Annexe B.

ÉTAPE 2

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION

- ➊ Mettez en œuvre une « formation sur les compétences culturelles », afin que les personnes impliquées dans les actes de désobéissance civile puissent interagir efficacement avec des personnes de cultures différentes de la leur, grâce à leur connaissance et leur compréhension des différences culturelles, et qu'elles aient les compétences nécessaires pour comprendre qu'une chose peut être comprise différemment ou avoir un impact différent selon le contexte culturel.

STRATÉGIE ET TACTIQUES

- ➋ Veillez à ce que toute décision de s'engager dans des actes de désobéissance civile s'inscrive dans une stratégie de campagne plus large.
- ➌ Établissez des critères clairs pour définir à quel moment le recours à la désobéissance civile serait approprié, par rapport à d'autres tactiques plus traditionnelles.
 - ✓ Effectuez les recherches nécessaires pour savoir si votre organisation ou d'autres se sont déjà servis de ces tactiques dans le pays, afin de voir comment elles ont fonctionné.
- ➍ Faites des recherches sur les tactiques de désobéissance civile utilisées avec succès dans votre région et par d'autres mouvements.
- ➎ Avant d'élaborer ou de choisir une tactique de désobéissance civile, déterminez qui, dans le contexte local, est directement touché par les problèmes en question, quels pourraient être les impacts négatifs ou positifs de la désobéissance civile sur ce contexte, et comment votre action affectera ces communautés.

- ➏ Évaluez les risques auxquels s'exposent les personnes qui s'engagent dans un acte de désobéissance civile, y compris les éventuelles implications juridiques de l'action, les éventuels coûts financiers associés, ainsi que les conséquences personnelles et pratiques de l'action sur les participant-e-s (arrestation, détention, casier judiciaire, accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'eau et aux installations sanitaires, ainsi que l'impact futur sur la capacité de la personne à trouver un emploi ou à voyager dans certains pays, sur son statut au regard de la législation sur l'immigration et sur son accès au logement, à l'éducation ou à d'autres avantages accordés par l'État).
- ➐ Parallèlement à votre réflexion sur la légitimité d'une stratégie de désobéissance civile, pensez à prendre en considération les différentes conséquences que l'action pourrait avoir sur différents groupes, et la façon dont les formes de discrimination préexistantes pourraient les affecter ou leur profiter.
- ➑ Servez-vous d'un outil approprié pour évaluer les tactiques envisagées et choisir celle que vous allez utiliser (par exemple, une matrice effort-impact, un registre des risques et une matrice d'évaluation des risques/avantages¹⁰).
- ➒ Déterminez si, et comment, les tactiques de désobéissance civile vont opérer des changements dans la politique, l'obligation de rendre des comptes, la culture et surtout, dans la vie des personnes. Établissez un cadre de suivi et d'évaluation de l'action, afin d'en tirer les leçons et d'améliorer vos compétences et vos capacités en matière de désobéissance civile.

10 Pour en savoir plus sur ces outils, voir la [Compilation d'outils](#) en Annexe B.

TACTIQUES CRÉATIVES UTILISÉES PAR LE MOUVEMENT MONDIAL POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Il existe, au sein du mouvement mondial pour la justice climatique, des organisations qui font preuve d'une grande créativité en matière de désobéissance civile.

EXTINCTION REBELLION est un mouvement mondial qui a fait plusieurs fois les gros titres en raison de ses efforts de sensibilisation à l'urgence climatique. Les actions de ce mouvement ont pour but de pousser les gouvernements à faire en sorte de ne pas dépasser les points critiques irréversibles du changement climatique. L'une de ses actions récentes les plus remarquables a eu lieu en 2022 lorsque, en partenariat avec Scientist Rebellion, les membres du mouvement ont bloqué l'entrée à des aéroports de jets privés dans le monde entier pendant la COP27¹¹. Ils ont également recours à des tactiques de perturbation, par exemple en bloquant des routes, en résistant passivement aux arrestations, en se fixant aux routes avec de la colle, en bloquant les entrées à des bâtiments, etc.

FRIDAYS FOR FUTURE est un autre de ces mouvements de lutte climatique, majoritairement constitué de mineur-e-s et de jeunes, qui utilise des tactiques originales. Le mouvement est né en 2018, lorsque des mineur-e-s et jeunes ont commencé à refuser de suivre



l'enseignement obligatoire le vendredi, en dépit des menaces et sanctions des écoles et d'autres sources d'autorité, pour protester contre le fait que leur avenir n'était pas protégé contre le changement climatique. Certains de ses militant-e-s allaient manifester devant les Parlements de leurs pays respectifs. Il existe de nombreux réseaux citoyens de militant-e-s menés par des jeunes, dont la stratégie principale repose sur la désobéissance civile pour protester contre le manque d'action pour lutter contre le changement climatique.

Le sentiment d'urgence et de désespoir suscité par la crise climatique a motivé de jeunes militant-e-s à organiser des actions de plus en plus risquées, et qui sont plus relayées dans l'actualité et les médias, afin de toucher un public plus large. En 2022, le recours à l'écovandalisme a servi de tactique pour créer un choc dans les sociétés et continuer de sensibiliser au problème, les actions consistant, par exemple, à jeter de la peinture sur des œuvres d'art célèbres¹².

↑ Manifestation de militant-e-s contre le changement climatique à New York, 2019.
© REUTERS

¹¹ Damian Gayle, "Climate activists target private jet airports and demand ban at COP27", The Guardian, 11 novembre 2022.

¹² Julia Jacobo, "Climate activists throw paint on Gustav Klimt's 'Tod und Leben' at Vienna museum", ABC News, novembre 2022.



ÉTAPE 2

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION

PLANIFICATION ET PROCÉDURE D'APPROBATION

Lorsqu'elles planifient des actes de désobéissance civile, les organisations sont encouragées à suivre la procédure décrite ci-dessous avant que les militant·e·s ne s'y engagent. Cette procédure présentée ici est conçue de manière à permettre à l'organisation de respecter son devoir de diligence et de faire en sorte que les risques puissent être atténués et gérés de façon adéquate.

En fonction du contexte local et du type d'activité envisagé, chaque acte de désobéissance civile présentera un niveau de risque différent pour l'organisation, les personnes qui l'exécutent et les autres. Différents facteurs viendront déterminer le niveau de risque d'une activité spécifique, notamment le contexte local/régional, le cadre législatif, le public cible et le thème.

Il est crucial de bien comprendre les risques avant de s'engager dans un acte de désobéissance civile, quel qu'il soit, et de disposer d'un plan bien défini pour les limiter.

Tout acte de désobéissance civile auquel se livre une organisation doit reposer sur la prise en compte des éléments indiqués dans le schéma ci-dessous, qui peuvent être adaptés en fonction du contexte.

APPROBATIONS

Avant de vous engager dans un acte de désobéissance civile, veillez à avoir une compréhension commune de la procédure d'approbation, et notamment de qui détient le pouvoir décisionnaire final pour autoriser la réponse. En définissant une procédure d'approbation claire avant toute autre prise de décision, vous faites en sorte que les approbations soient obtenues et les décisions prises rapidement et efficacement.

- ⇒ Désignez une personne, parmi les membres de votre personnel, qui sera responsable de la prise de décisions finale concernant les tactiques de désobéissance civile. Il s'agira probablement du/de la directeur·trice ou d'un autre cadre.
- ⇒ Prenez les dispositions nécessaires pour que des cadres supérieurs chargés de la définition des politiques soient impliqués dans toutes les prises de décisions concernant la désobéissance civile.
- ⇒ Veillez à ce que des membres du personnel chargés des campagnes, de la communication et du militantisme ainsi que des leaders militants (le cas échéant) soient impliqués dans les décisions concernant l'action.
- ⇒ En cas de changement du contexte, ou lorsque la prise de nouvelles décisions s'impose, sachez à qui vous adresser en sein de votre organisation concernant les politiques.
- ⇒ Gardez une trace écrite du processus décisionnel sur lequel vous vous êtes mis d'accord et communiquez-le aux parties intéressées.



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 2

SE METTRE D'ACCORD SUR LES TACTIQUES ET LES PROCÉDURES D'APPROBATION

1 IDENTIFIER UNE PROBLÉMATIQUE

L'organisation identifie une loi ou un comportement d'un gouvernement, d'une entreprise ou d'un autre acteur sur lequel elle souhaite faire campagne.

2 ÉVALUER L'IMPACT

L'organisation estime qu'une action de désobéissance civile peut contribuer significativement à faire abroger cette loi ou contrecarrer ce comportement et devrait être lancée dans un but précis, conforme à la mission de l'organisation.

L'organisation tient compte de l'influence qu'aura cette action sur les droits d'autrui.

L'action de désobéissance civile ne doit pas être menée de façon isolée et doit être envisagée comme un moyen réalisable d'obtenir l'impact voulu. D'autres tactiques doivent être proposées aux militant-e-s qui choisiraient de ne pas participer à la désobéissance civile.

3 ÉVALUER LES AVANTAGES

L'organisation examine les avantages stratégiques de cette activité dans le cadre d'une campagne plus large, en tant que méthode utile pour obtenir les effets voulu, parallèlement aux autres outils dont dispose l'organisation, tels que le plaidoyer, la mobilisation et les actions en justice stratégiques.

4 ÉVALUER LES RISQUES

Lorsque l'organisation a décidé du caractère stratégique d'une action de désobéissance civile, la personne chargée de coordonner l'activité doit effectuer une évaluation écrite des risques et de l'impact, comprenant une analyse des risques de sécurité, de santé et de sûreté, juridiques, financiers et liés à la réputation, ainsi que les moyens de limiter ces risques, les manières de gérer la situation si de tels risques se concrétisent, et enfin, une analyse de l'impact attendu de cette action de désobéissance civile sur les droits humains.

Voir aussi le Formulaire d'évaluation des risques en Annexe B.

5 CONSULTER L'AUTORITÉ COMPÉTENTE ET OBTENIR L'APPROBATION REQUISE

La personne chargée de la coordination de l'activité doit consulter tous les acteurs pertinents au sein de l'organisation et en-dehors de celle-ci et demander l'approbation conformément à la procédure de validation convenue par l'organisation. L'évaluation des risques et de l'impact doit indiquer clairement si les bénéfices attendus de l'action sont supérieurs aux risques.

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 3

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

Une fois l'activité/la tactique approuvée, la personne chargée de la coordination peut commencer les préparatifs avec les équipes concernées, afin de faire en sorte que toutes les actions soient exécutées avec le plus haut degré de sécurité et sûreté et que des stratégies soient mises en œuvre pour limiter les risques, notamment juridiques et financiers.

Certains des éléments à prendre en compte sont énumérés ci-dessous.

ANALYSE DES RISQUES

Les organisations doivent toujours suivre les lignes directrices habituelles en matière d'analyse des risques lorsqu'elles envisagent de se livrer à la désobéissance civile.

- ➲ L'analyse des risques doit inclure les risques liés à la sécurité et à la sûreté des personnes impliquées dans l'action et d'autres qui pourraient aussi en être affectées, ainsi qu'à la perte de capacités, et prévoir des ressources financières pour répondre à de tels risques.
- ➲ Prenez en considération les risques liés à la réputation et à la crédibilité de l'organisation, aussi bien à l'échelle locale qu'au-delà des frontières de votre propre pays (applicable aux organisations et réseaux régionaux et internationaux).
- ➲ Évaluez de quelle façon les autorités pourraient répondre à de futures demandes de la part de l'organisation et si cette tactique affectera le mode d'interaction entre l'organisation et le gouvernement.
- ➲ Incluez dans votre analyse les répercussions financières potentielles de chacun des risques, notamment la charge financière que représenterait la nécessité d'atténuer ces risques.
- ➲ Sollicitez une assistance juridique concernant les lois qui pourraient être enfreintes et les risques que la participation à l'action pourrait représenter pour les individus dans chaque région.
- ➲ Incluez dans votre analyse des stratégies pour atténuer chaque risque.

Vous trouverez un formulaire d'évaluation des risques en [Annexe B](#).



LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE DOIT-ELLE NÉCESSAIREMENT ÊTRE À HAUT RISQUE ?

Non, la désobéissance civile ne doit pas systématiquement être risquée pour avoir un effet puissant et provoquer le changement.

En 2018, Amnesty Belgique a manifesté contre le traitement infligé par la Russie aux défenseur-e-s des droits humains dans le contexte de la Coupe du monde de football en lançant 100 ballons de football dans le jardin de l'ambassade de Russie. L'action visait à attirer l'attention sur les défenseur-e-s des droits humains qui avaient été attaqués, emprisonnés ou tués par le gouvernement russe. Ceci constitue un exemple de la manière dont

↑ Des militant-e-s d'Amnesty en maillots de football lancent 100 ballons par-dessus la clôture de l'ambassade de Russie à Bruxelles, 2018.
© CAMZZI

les organisations peuvent avoir recours à des actes de désobéissance civile peu risqués dans leur contexte, afin de créer des messages forts et de plaider en faveur du changement. Visionnez la vidéo [ici](#).

La décision de mener ou non des actes de désobéissance civile comportant peu ou beaucoup de risques dépend du contexte local, du niveau des restrictions propre à chaque région et de la tolérance des autorités à l'égard de ce type de perturbations.

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 3

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

CONSENTEMENT PRÉALABLE, LIBRE ET ÉCLAIRÉ

Obtenir le consentement préalable et éclairé d'une personne signifie que celle-ci connaît et comprend toute la portée ainsi que les risques potentiels d'un acte planifié de désobéissance civile avant de s'y engager. Le consentement doit être donné volontairement par une personne apte à le faire (c'est-à-dire, qui a la capacité de donner son libre consentement). Sinon, elle ne doit pas être autorisée à participer.

Avant d'obtenir le consentement des participant·e·s, vous devez clairement les informer des risques que comporte l'action, le cas échéant, ainsi que de toutes les mesures mises en place pour les atténuer, notamment :

- ⌚ les possibles conséquences juridiques ;
- ⌚ les possibles coûts financiers connexes ;
- ⌚ les implications personnelles et pratiques de l'action pour les participant·e·s (arrestation, détention, casier judiciaire, accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'eau et aux installations sanitaires, ainsi que l'impact futur sur la capacité de la personne à trouver un emploi ou à voyager dans certains pays, sur son statut au regard de la législation sur l'immigration et sur son accès au logement, à l'éducation ou à d'autres avantages accordés par l'État).

Chaque participant·e doit aussi savoir quel soutien juridique, financier et psychologique l'organisation pourrait lui apporter ou non, en cas de représailles sous quelque forme que ce soit.

Veillez à obtenir et consigner par écrit le consentement préalable et éclairé de tous les participant·e·s à une action de désobéissance civile. Si vous en avez le temps et si les circonstances le permettent, le consentement doit généralement être consigné par écrit et le formulaire de consentement doit également indiquer les coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence ainsi que les informations médicales pertinentes concernant le/la participant·e. Pour davantage d'informations sur l'obtention du consentement des membres du personnel et des personnes de moins de 18 ans, voir le Principe 6 présenté précédemment.

Les procédures destinées à obtenir le consentement préalable et éclairé doivent tenir compte des besoins distincts de différents groupes et de la discrimination qui les touche, afin de garantir que le consentement soit réel. Par exemple, des informations doivent être communiquées sur la manière dont vous répondrez aux besoins des personnes en situation de handicap, en matière d'accessibilité ou autre, ou sur les conséquences que pourraient avoir des schémas de violences liées au genre pour l'implication des femmes et des personnes LGBTI dans l'action.

Le consentement préalable et éclairé doit également être donné par les personnes que vous interrogez, photographiez, enregistrez en vidéo ou en audio, pour l'utilisation éventuelle de toute information fournie par leurs soins.



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 3

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

PARTICIPATION DU PERSONNEL À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

De nombreux membres du personnel seront en mesure d'apporter des compétences et une expérience significatives aux actions de désobéissance civile, et joueront un rôle essentiel dans la coordination et la formation, mais leur participation à des actes de désobéissance civile implique certaines considérations éthiques et pratiques spécifiques. L'exclusion du personnel pourrait sérieusement entamer le moral de celles et ceux qui souhaitent participer et provoquer des frictions entre le personnel et les militant·e·s. En même temps, les risques pour le personnel et l'organisation peuvent être plus élevés, en raison des cadres juridiques spécifiques qui peuvent attribuer la responsabilité à l'employeur.

Il est important que les organisations analysent le risque accru que certains cadres juridiques spécifiques peuvent présenter pour les participant·e·s et l'organisation.

Lorsque des membres du personnel sont susceptibles de participer à l'acte de désobéissance civile, une attention

particulière doit être accordée à l'analyse des dynamiques de pouvoir ; il convient de veiller à ce que le consentement reste volontaire, sans qu'aucune pression explicite ou implicite ne soit exercée par des collègues ou des supérieur·e·s hiérarchiques. La participation du personnel doit se faire sur la même base que la participation des militant·e·s, c'est-à-dire qu'elle doit être strictement volontaire et nécessite un consentement préalable et éclairé. Aucune pression ne doit être exercée sur un·e membre du personnel pour qu'il/elle participe à la désobéissance civile et d'autres rôles doivent être proposés à celles et ceux qui choisissent de ne pas y participer.

Dans certains contextes nationaux, la participation d'un·e membre du personnel à un acte de désobéissance civile peut engager la responsabilité pénale de l'organisation et/ou de ses représentant·e·s. C'est pourquoi les risques spécifiques engendrés pour l'organisation d'une telle démarche doivent être pris en compte dans l'évaluation des risques.



ÉTAPE 3

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

CONSENTEMENT PRÉALABLE ET ÉCLAIRÉ POUR LES ACTIONS DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE DE MASSE

La désobéissance civile de masse est une activité qui comporte plus de risques en raison du manque de formation directe et des contraintes liées au consentement éclairé. Toute décision d'appeler les militant·e·s à faire acte de désobéissance civile en masse doit faire suite à l'adoption d'une stratégie et à une évaluation des risques rigoureuse et prévoir des mesures spécifiques pour garantir le consentement éclairé des participant·e·s.

Dans le cas de la désobéissance civile de masse, il est possible que demander le consentement écrit de chaque participant·e ne soit ni pratique ni réaliste. Les organisations appelant les militant·e·s à prendre part à un acte de désobéissance civile de masse doivent en évaluer les risques et défis spécifiques et prendre des mesures particulières pour faire en sorte que les participant·e·s aient pleinement conscience des implications de leur participation à une telle action. Pour pouvoir remplir son devoir de diligence dans ces situations, lorsqu'une organisation prévoit de se livrer à une action de désobéissance civile massive, les messages envoyés pour inviter les militant·e·s à participer doivent fournir de façon claire :

- ⌚ des informations quant aux risques spécifiques encourus par les participant·e·s, y compris les éventuelles répercussions juridiques et financières ;
- ⌚ des informations concernant le type de soutien que l'organisation serait en mesure de fournir, le cas échéant ;
- ⌚ des informations indiquant si l'organisation peut ou non être tenue responsable des coûts financiers ou juridiques liés à la participation d'une personne à une action de désobéissance civile de masse, et précisant que toute décision de participer doit être prise en connaissance de cause.

L'organisation doit encourager les participant·e·s à faire part de leurs éventuelles craintes à ce sujet avant de participer à cette action.

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

- ⌚ Veillez à ce que l'ensemble de vos communications numériques, courriels, SMS et conversations téléphoniques soient chiffrés et sécurisés, car ils pourraient faire l'objet d'une surveillance de la part de groupes d'opposition, notamment des gouvernements. Pour des ressources sur la sécurité numérique, référez-vous à l'Annexe B.



ÉTAPE 3

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

COMMUNICATIONS, IMAGE DE MARQUE ET REPRÉSENTATION

Les actes de désobéissance civile peuvent potentiellement avoir des répercussions sur la crédibilité de l'organisation. En plus de bien comprendre les implications politiques des décisions prises, il est important de suivre des lignes directrices claires en matière de communication publique avant, pendant et après les actions.

- ⌚ Les actes de désobéissance civile attirent souvent l'attention des médias. En fait, attirer l'attention des médias devrait faire partie des objectifs explicites de tout acte de désobéissance civile. Et même si ce n'est pas l'objectif, il est probable qu'une intervention de réponse rapide ait lieu et fasse l'objet d'une large couverture médiatique dans la presse et sur les réseaux sociaux. Par conséquent, il est essentiel que tout projet global de campagne de désobéissance civile inclue une stratégie de communication cohérente concernant les objectifs de la campagne, qui fournit des messages clairs pour atteindre votre cible.

LOGISTIQUE

- ⌚ Vous allez avoir besoin d'un moyen de communiquer sûr et rapide pour vous tenir au courant les un-e-s les autres des risques qui se présentent et de la façon dont les choses se déroulent tout au long de l'action de désobéissance civile, pour savoir, notamment, si des participant-e-s se font arrêter ou si des flambées de violence se produisent. Il est donc crucial que chaque participant-e ait accès à des moyens de communication sécurisés, afin de pouvoir recevoir de nouvelles consignes de la part de la personne chargée de la coordination de votre action. Les applications Signal, Telegram et WhatsApp sont chiffrées de bout en bout et possèdent une fonction de groupe de discussion.
- ⌚ Identifiez des avocat-e-s (rémunérés ou bénévoles) pouvant fournir une assistance juridique d'urgence sur place et aider toute personne

subissant des représailles pendant ou après l'action de désobéissance civile et donnez-leur des consignes concernant leur mission (idéalement, l'équipe d'action impliquée dans la planification des scénarios devrait inclure un-e avocat-e).

- ⌚ Localisez les emplacements stratégiques et entraînez-vous aux actions avant leur mise en œuvre.
- ⌚ Créez un déroulé détaillé de la mise en œuvre de votre action, minute par minute.

ÉQUIPE ET RÔLES

L'Équipe d'action doit être constituée de membres du personnel et/ou de militant-e-s formés aux principes de non-violence, à la sécurité et la sûreté, au désamorçage des situations, aux médias et à la communication. Ils doivent travailler ensemble avant l'action, afin de nouer des liens et de créer des rapports de confiance.

Garantir la sécurité et le bien-être des participant-e-s à un acte de désobéissance civile implique de prendre en compte de multiples facteurs. Par conséquent, une organisation prévoyant de mettre en œuvre un acte de désobéissance civile doit, en fonction des spécificités de chaque acte, tenir compte des rôles à pourvoir avant et pendant l'acte. À savoir, en fonction de l'action :

- ⌚ **Un-e responsable de l'action :** chargé de l'approbation finale de toutes les communications et décisions logistiques au cours du déroulement de l'action et, en cas de conflit, avec les autorités ou avec le public. Personne responsable de la logistique.
- ⌚ **Un-e porte-parole auprès des médias :** il ne doit y avoir qu'un-e seul-e porte-parole, clairement identifié-e, à qui toutes les requêtes des médias doivent être transmises.



ÉTAPE 3

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

- ⌚ **Un-e coordonnateur-trice des premiers soins/sûreté et sécurité :** responsable de former tous les membres de l'équipe, de passer en revue les protocoles de sécurité et de coordonner l'administration des premiers secours.
- ⌚ **Des coordonnateurs-trices bien-être :** chargés d'assurer des débriefings et des contrôles réguliers auprès des militant-e-s, ainsi que de prendre les dispositions nécessaires pour fournir de la nourriture, des pauses et des espaces communs pour la cohésion et le repos des participant-e-s en cas d'actions prolongées.
- ⌚ **Des agents de liaison publique :** chargés d'expliquer les raisons de l'action aux personnes dans la rue (y compris les personnes touchées par l'acte de désobéissance civile) et d'atténuer ou de désamorcer les risques de violence.
- ⌚ **Des observateurs-trices juridiques :** (qui ne prennent pas activement part à l'action) chargés de :
 - ✓ surveiller les arrestations ;
 - ✓ prévenir les violences policières ou les comportements illégaux, et d'informer les militant-e-s de leurs droits aux termes de la législation nationale ;
 - ✓ recueillir des informations sur les participant-e-s qui pourraient être arrêtés, notamment, dans la mesure du possible, les motifs de l'arrestation, la manière dont l'arrestation a été menée (par exemple, évaluer s'il y a eu usage illégal de la force), le poste de police où la personne a été emmenée et l'infraction présumée, ou la loi invoquée pour l'arrestation ;
 - ✓ recueillir les déclarations de témoins de l'arrestation, si possible ;
 - ✓ assurer la liaison avec l'avocat-e représentant les participant-e-s et/ou l'organisation.

- ⌚ **Des personnes présentes dans les postes de police** où les participant-e-s ont été emmenés : chargées de fournir un soutien émotionnel aux personnes libérées, ainsi que de la nourriture, de l'eau et le transport au domicile si nécessaire.
- ⌚ **Des agents de liaison juridique :** chargés d'accompagner les militant-e-s pendant les audiences et de consigner les procédures par écrit.
- ⌚ **Des observateurs-trices de la situation des droits humains.**

Les risques associés à chacun de ces rôles doivent être pris en compte dans l'évaluation des risques, et des mesures d'atténuation adéquates mises en place.

Fournissez à tous les participant-e-s une liste de numéros de téléphone et de coordonnées pour chaque rôle. Les référent-e-s au niveau de l'organisation doivent rester joignables, si besoin est, pendant le déroulement de l'action et donner des conseils clairs quant aux personnes à contacter en cas de représailles.



ÉTAPE 3

5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

SE PRÉPARER À METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES

FORMATION

Les membres de l'Équipe d'action doivent suivre, au minimum, une formation sur la sûreté et la sécurité, une formation juridique, une formation sur les politiques applicables de l'organisation et une formation aux premiers secours.

- ➲ **La formation en matière de sûreté et de sécurité** doit inclure des informations générales sur le système juridique du pays concerné, des consignes sur la façon d'interagir avec la police et le grand public, l'acquisition de compétences pour faire face aux personnes en colère ou violentes et pour savoir comment désamorcer les tensions et quoi faire en cas d'arrestation, et des informations concernant la sécurité numérique.
- ➲ **La formation juridique** doit couvrir les droits des militant·e·s en cas de fouille et d'arrestation et préciser ce qu'impliquent une arrestation et une condamnation. Elle doit également inclure une formation sur la législation relative aux droits humains et applicable aux manifestations et à la désobéissance civile, notamment en ce qui concerne le recours à la force par la police.
- ➲ Une équipe d'action stratégique doit être formée aux **principes de non-violence** et doit fonctionner en groupe pour mettre en place l'action si nécessaire. Des formations spécifiques doivent être dispensées à chaque personne chargée d'un rôle spécifique dans le cadre de l'action.
- ➲ La formation doit également prendre en compte le fait que certains militant·e·s peuvent faire l'objet de discriminations en fonction de leurs identités plurielles distinctes (origine ethnique, genre, orientation sexuelle et identité de genre, handicap, âge, etc.). Ceci permettra aux participant·e·s endossant différentes responsabilités de comprendre les risques auxquels font face les groupes marginalisés qui prennent part à une action ou les personnes qui peuvent être concernées par celle-ci (par

exemple, prendre en compte les risques de traitement discriminatoire par les forces de police, et les moyens de les gérer).

- ➲ **La formation sur les compétences culturelles** doit permettre aux participant·e·s d'apprendre à interagir efficacement avec des personnes de cultures différentes de la leur, afin qu'ils sachent que les choses peuvent avoir un impact différent selon le contexte culturel.

RÉPARTITION DES RESSOURCES

Si vous disposez d'un budget pour votre action de désobéissance civile, il pourrait être utile :

- ➲ D'élaborer un budget clair et approuvé pour votre action et de désigner un gestionnaire du budget.
- ➲ D'établir une procédure d'approbation des dépenses en temps réel, pour suivre l'élaboration et la mise en œuvre des actions, et de veiller à ce que tout le monde sache qui est habilité à autoriser et à effectuer des dépenses.
- ➲ De veiller à ce que toute approbation d'un acte de désobéissance civile soit circonscrite dans le temps, si nécessaire, ainsi que toute mobilisation du personnel. D'obtenir systématiquement l'approbation nécessaire à toute extension du déploiement, le cas échéant.



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 4 *METTRE EN ŒUVRE LES TACTIQUES*

UN MOIS AU MOINS AVANT VOTRE ACTION

- ➲ 1. Convoquez l'Équipe d'action.
- ➲ 2. Faites le point et mettez-vous d'accord sur le protocole de prise de décisions sur le terrain.
- ➲ 3. L'Équipe d'action passe en revue l'analyse des risques et se rend sur le lieu de l'action.
- ➲ 4. Formez les militant·e·s qui seront impliqués dans l'action et recueillez les consentements afférents.
- ➲ 5. Contactez le réseau d'avocat·e·s bénévoles et d'organisations de la société civile qui vous fourniront une assistance juridique pour vérifier qu'ils disposent des dernières informations relatives au plan d'action.
- ➲ 6. Contactez les référent·e·s au niveau de l'organisation afin de vous assurer qu'ils sont parfaitement au fait des détails de l'action et qu'ils seront joignables dès qu'elle débutera.

LA SEMAINE PRÉCÉDANT VOTRE ACTION

L'Équipe d'action :

- ➲ 1. passe en revue le plan de l'action de désobéissance civile, les rôles attribués à chaque participant·e, les imprévus possibles et les différents scénarios, puis élabore un plan de retrait.
- ➲ 2. passe en revue et se met d'accord sur un plan de communication que devront suivre l'équipe et les participant·e·s au cours de l'action (Signal, SMS, autres).
- ➲ 3. passe en revue et accepte le protocole de sécurité et sûreté, notamment concernant les contrôles et les lieux où les participant·e·s pourront recevoir une assistance médicale ou psychologique, le cas échéant.
- ➲ 4. procède à une vérification des équipements et du matériel nécessaires à l'action.

AU COURS DE VOTRE ACTION

- ➲ 1. Faites en sorte de communiquer régulièrement avec l'équipe, en particulier avec la personne décisionnaire sur le terrain. Chaque membre de l'équipe doit avoir accès à toute nouvelle information disponible.
- ➲ 2. Surveillez continuellement la mise en œuvre du plan et répondez rapidement aux imprévus et aux changements de situation.
- ➲ 3. Faites en sorte que toute personne soit libre de se retirer de l'action de désobéissance civile si elle le décide. Aucune pression ne doit être exercée sur les militant·e·s pour qu'ils continuent à participer s'ils décident, pour quelque raison que ce soit, de s'arrêter, même après le déclenchement de l'action.
- ➲ 4. S'il s'agit d'une action à long terme, prévue pour s'étaler sur plusieurs jours ou semaines, pensez à organiser des débriefings au cours de l'action et à aménager des espaces pour la cohésion et le repos de l'équipe. Veillez également à ce que tous les participant·e·s aient accès à la nourriture, à l'eau et à tout traitement médical dont ils pourraient avoir besoin pendant le déroulé de l'action.
- ➲ 5. Vérifiez que tous les membres de votre équipe sont toujours avec vous et sont en mesure de suivre le plan de retrait si nécessaire.



EXEMPLE :
EXEMPLE DE PROCESSUS
DÉCISIONNEL PARTICIPATIF LORS
DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE DE
MASSE À TAIWAN

Lorsque des événements de désobéissance civile de masse se produisent, ils impliquent tellement de groupes, militant-e-s et individus divers qu'il est important d'avoir des systèmes en place afin de pouvoir évaluer les besoins de chacun-e. Cela signifie que les procédures de communication et de prise de décisions sont uniques à chaque acte de désobéissance civile de masse, en particulier quand celui-ci s'organise de façon naturelle et spontanée. Dans le cas du mouvement des tournesols à Taiwan en 2014, des organisateurs et organisatrices locaux ont eu recours à ce qu'on appelle la « délibération démocratique ». Il s'agit d'un outil qui consiste à organiser des discussions avec les participant-e-s afin de réfléchir aux processus décisionnels et de dégager des consensus au fur et à mesure que l'acte de désobéissance civile se déroule. C'est un outil particulièrement intéressant pour inciter à la participation lors d'actes de désobéissance civile de nature plus spontanée et de plus grande ampleur.



Des militant-e-s réunis devant le Conseil législatif de Taiwan pendant son occupation, en 2014.
© Yi Pan



5 ÉTAPES POUR S'ENGAGER DANS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

ÉTAPE 5 ASSURER LE SUIVI ET L'ÉVALUATION

IMMÉDIATEMENT APRÈS L'ACTION

- ☛ Faites le point avec les personnes ayant participé à l'action de désobéissance civile immédiatement après qu'elle a pris fin.
- ☛ Apportez un soutien aux participant-e-s, en particulier s'ils ont subi des violences ou des atteintes aux droits humains, ou s'ils en ont été témoins.
- ☛ Si des participant-e-s ont été arrêtés, veillez à leur fournir toute assistance juridique que votre organisation s'est engagée à donner.
- ☛ Apportez un soutien durable aux participant-e-s, dans le cas où ils auraient subi des préjudices physiques ou psychologiques à long terme en raison de leur participation à l'acte de désobéissance civile.
- ☛ Mettez en œuvre les plans de communication pour amplifier l'impact de l'action.
- ☛ Réévaluez votre stratégie de campagne. L'action a-t-elle fait bouger le débat ? Faut-il que vous changez votre approche et votre tactique ?
- ☛ Assumez les conséquences de l'acte de désobéissance civile. Vous ne devez ni les esquiver ni vous en soustraire une fois qu'il a pris fin.
- ☛ Fêtez votre réussite et reconnaisssez les échecs. Aménagez un espace pour que les participant-e-s puissent se retrouver et passer du temps ensemble.

ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

- ☛ Chaque fois que vous participez à une action de désobéissance civile, faites le nécessaire pour mener une évaluation honnête et complète de son organisation, de sa mise en œuvre et de ses répercussions, afin d'en tirer les leçons et de vous améliorer.
- ☛ Incluez tous les participant-e-s dans cette évaluation, y compris les groupes partenaires qui ont été impliqués.
- ☛ Prenez note des leçons que vous en tirez et partagez-les avec le personnel, les militant-e-s et les partenaires de votre organisation.
- ☛ Modifiez vos procédures de désobéissance civile en fonction de ce que vous avez appris.



EXEMPLE : LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE AU KENYA

Au début de la pandémie de COVID-19, les consignes de santé publique interdisaient les rassemblements publics de plus de 15 personnes. Étant donné les restrictions liées à la pandémie en vigueur à ce moment-là, tous les rassemblements, même pour manifester, étaient illégaux. À la suite du meurtre de George Floyd en 2020, Amnesty Kenya a réclamé justice pour les multiples homicides commis par la police pendant la pandémie aux États-Unis. Elle a organisé 15 rassemblements express (flash mobs) devant des fresques murales publiques et des ambassades des États-Unis. Deux militant-e-s ont brièvement été arrêtés. Le personnel d'Amnesty Kenya a veillé à ce qu'ils disposent du soutien nécessaire pour obtenir leur remise en liberté.



↑ Rassemblement express (flash mob) devant le domicile de Yasin Moyo, un garçon de 13 ans qui avait été abattu par un policier à Nairobi, 2020.
© Amnesty International Kenya



ANNEXE A : PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS

EXEMPLE DE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS

Vous trouverez ci-dessous un exemple de processus de prise de décisions, qui peut être adapté à votre organisation :

1. La personne coordonnant l'activité/l'équipe en charge du projet considère que la tactique est nécessaire.
2. Une équipe en charge du projet est formée, constituée de membres du personnel et/ou de militant-e-s qui seront responsables des activités de campagne, de militantisme, en direction des médias et de coordination numérique.
3. Des objectifs sont fixés et l'équipe chargée du projet réfléchit aux tactiques possibles. L'équipe en charge du projet choisit les options les plus viables et les conceptualise.
4. L'équipe en charge du projet présente les concepts aux autorités décisionnaires finales. Ces dernières donnent ou non leur aval au projet et choisissent l'un des concepts proposés. Des vérifications sont menées pour veiller à ce qu'il n'y ait aucun conflit en matière d'organisation.
5. L'équipe du projet élabore le concept final dans ses moindres détails, ce qui inclut une visite du lieu où se déroulera l'action, une analyse des risques exhaustive et détaillée et la mise en place d'une stratégie d'atténuation des risques.
6. Une présentation finale du projet est faite aux personnes décisionnaires une semaine au moins avant la date de l'action, en vue d'une décision finale. Cette présentation doit inclure : a) le plan/la stratégique de campagne ; b) la logistique ; c) le plan relatif aux médias et au numérique et d) l'évaluation et le plan d'atténuation des risques.



↑ Des militant-e-s, des étudiant-e-s et des représentant-e-s de la société civile mènent une action de sensibilisation sur Mahsa Amini et sur les IranIennes qui manifestent pour la défense de leurs droits humains, 2022.
© f.maceroni

ANNEXE B : RESSOURCES

Vous trouverez ci-dessous de nombreuses ressources sur la désobéissance civile qui pourront vous aider dans votre travail.

GUIDES, MANUELS ET SITES WEB

Boîte à outils Beautiful Trouble – Désobéissance civile

Beautiful Trouble, réseau international d'artistes-formateurs/formatrices-militant·e·s qui aident les mouvements locaux à devenir plus créatifs et efficaces, a créé une boîte à outils en ligne qui permet aux militant·e·s d'explorer différents exemples de théories, principes, méthodologies, tactiques et récits de campagne dans plusieurs langues. La désobéissance civile fait partie des tactiques mises en avant et la boîte à outils donne plusieurs autres exemples d'actes de désobéissance civile sur la page Tactiques. D'autres sections pertinentes incluent « Théories : Strategic nonviolence » et « Principle: Take risks, but take care ».

Protest Safety Guide

Un guide destiné à aider les militant·e·s à se préparer aux manifestations, avant, pendant et après. Il inclut des sections concernant la préparation avant une manifestation ou une action, ce qu'il faut faire pour être prêt·e pendant l'événement, comment porter assistance aux autres après, les informations à connaître concernant vos droits humains lors d'une manifestation ou d'une action et les méthodes pour gérer le gaz lacrymogène et le gaz poivre. Élaboré par Kalaya'an Mendoza pour Across Frontlines.

Holistic Security: A Strategy Manual for Human Rights Defenders

Un manuel conçu pour vous aider à établir un processus visant à mettre en place ou à améliorer les stratégies de sécurité pour les individus, les collectifs et les organisations. Ce manuel inclut des exercices de réflexion et des conseils pour vous aider à les mettre en pratique. Élaboré par Tactical Technology Collective en collaboration avec le Center for Victims of Torture et Front Line Defenders.

Holistic Security: Trainers' Manual

Complément du manuel *Holistic Security - A Strategy Manual for Human Rights Defenders* du Tactical Technology Collective ci-dessus. Il met en évidence les nouvelles connaissances et les meilleures pratiques établies par Tactical Technology Collective lors de ses médiations de discussions et des échanges que l'organisation a organisés entre expert·e·s et modérateurs·trices dans les domaines généraux de la protection, de la sécurité numérique et du bien-être psychosocial des défenseur·e·s des droits humains entre 2013 et 2015.

Nouveau manuel de protection pour les défenseurs des droits humains

Ce manuel a pour objectif de fournir aux défenseur·e·s des droits humains des outils et des informations supplémentaires pouvant leur servir à améliorer leur compréhension des notions de sécurité et de protection. Il vise à apporter un support de formation dans ces domaines et aider les défenseur·e·s à mener leurs propres évaluations des risques. Ce manuel est disponible en anglais, français, espagnol, arabe, indonésien et swahili.



ANNEXE B : RESSOURCES

Ressources de CounterAct

CounterAct est une organisation australienne qui fournit des formations, des ressources éducatives et des activités de renforcement des capacités aux communautés et aux militant·e·s. Elle dispose de multiples ressources utiles, notamment dans les domaines du travail en direction des médias et de la sécurité numérique.

Ressources rapides de Nonviolent Peaceforce

Nonviolent Peaceforce travaille à la protection des civil·e·s dans les conflits violents en mettant en œuvre des stratégies non armées, en construisant la paix aux côtés des populations locales et en plaident pour une adoption plus générale de ces approches. Leur site de ressources inclut quelques outils ainsi que des liens vers d'autres organisations et ressources.

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

Security in-a-box

Security in-a-box est un projet de Front Line Defenders. Son principal objectif est d'aider une communauté mondiale de défenseur·e·s des droits humains que leur travail expose au danger. Il a été mondialement reconnu comme une ressource essentielle pour aider les personnes vulnérables à protéger leur sécurité et leur vie privée numériques.

Data Detox Kit

Un produit de Tactical Tech. Ce kit contient des suggestions et des démarches concrètes à mettre en œuvre pour aider les personnes à contrôler tous les aspects de leurs vies en ligne, à faire des choix plus informés et à modifier leurs habitudes numériques de la façon qui leur convient, de la protection de leur vie privée numérique à leur sécurité et leur bien-être.

A simple approach to protecting your information, Part 1

Open Briefing fournit une assistance et des ressources globales relatives à la sécurité, afin de donner aux individus et aux communautés les moyens de faire bouger les choses et de plaider pour leurs causes sans craindre les attaques et les représailles. Le premier volet de leur série consacrée à la sécurité de l'information décrit une approche simple à adopter pour vous aider à archiver, sauvegarder ou détruire un grand nombre d'informations qui vous posent peut-être problème.

A simple approach to protecting your information, Part 2

Le premier volet de la série d'Open Briefing consacré à la sécurité de l'information (ci-dessus) pose la question suivante : quelles sont celles de vos informations qui ont le plus de valeur et

sont les plus sensibles ? Ce deuxième volet définit l'étape suivante à prendre en considération : où se trouvent ces informations ?

The Defender's Protocol

The Defender's Protocol a été créé par Open Briefing. Il s'agit d'un manuel de référence destiné à aider les défenseur·e·s des droits humains à renforcer leur sécurité physique et numérique ainsi que leur bien-être et leur résilience.

« Comment sécuriser son smartphone avant de participer à une manifestation »

Un ensemble de tactiques établi par Amnesty International pour aider les militant·e·s à sécuriser leurs téléphones avant d'aller manifester, afin d'éviter toute surveillance illégale.

« Protecting protester privacy against police surveillance »

Le manuel A Guide to On/Offline Protestor Privacy développé par Open Source Researchers of Color (OSROC) est destiné à aider les individus à se protéger contre la surveillance intrusive. Ce manuel décrit des méthodes de protection de la vie privée efficaces pour les personnes qui défendent le droit à la liberté de réunion pacifique.



ANNEXE B : RESSOURCES

BREFS GUIDES PRATIQUES

Preparing for Action

Bref document rédigé par Seeds for Change pour savoir comment se préparer en vue d'une action, qu'il s'agisse des rôles impartis à chacun-e, des systèmes de soutien, de la sécurité personnelle et des techniques pour garantir la sécurité et l'efficacité des actions.

« Safety during Protest »

Infographie mise au point par Amnesty International États-Unis, qui expose les principes de bases à suivre pour bien se préparer à une manifestation et préserver sa sécurité pendant l'événement.

What to Wear to an Action

Document de deux pages contenant des conseils sur les vêtements et les équipements adaptés à porter pour se protéger pendant les manifestations par temps chaud et froid, mis au point par Kalaya'an Mendoza.

Direct Action De-Escalation

Des techniques de désamorçage verbal pour désamorcer ou apaiser une situation explosive. Ce document de deux pages, mis au point par Eva Skolnik-Acker, présente trois étapes de désamorçage verbal à suivre quand une situation potentiellement violente menace d'exploser et qu'aucune arme n'est présente.

Nonviolent Peaceforce

Page de Nonviolence Peaceforce avec les ressources de l'organisation et celles d'autres organismes. Cela comprend des liens vers des ressources sur la [préparation à manifester en sécurité](#) et sur la [manière de prendre soin de soi-même et de son entourage](#).

OUTILS

Formulaire d'évaluation des risques liés à la désobéissance civile

Ce formulaire vous guidera dans votre analyse des risques et de l'impact et vous aidera à anticiper les effets de l'action envisagée.

Compilation d'outils

Compilation d'outils simples pouvant servir à différentes étapes de la planification de votre acte de désobéissance civile :

- ⌚ Registre simple des risques
- ⌚ Matrice effort-impact
- ⌚ Matrice d'évaluation des risques/avantages
- ⌚ Outil d'analyse de la situation : PESTLE
- ⌚ Outil d'analyse des pouvoirs : analyse des parties concernées, outil *Who Will You Work With?* (avec qui allez-vous travailler ?) de MobLab.



REMARQUES

AMNESTY INTERNATIONAL EST
UN MOUVEMENT MONDIAL
DE DÉFENSE DES DROITS
HUMAINS. LORSQU'UNE
INJUSTICE TOUCHE
UNE PERSONNE, NOUS
SOMMES TOUS ET TOUTES
CONCERNÉ·E·S.

PRENDRE PART À LA CONVERSATION



info@amnesty.org



+44 (0)20 74135500



[AmnestyGlobal](#)



[@Amnesty](#)



MANUEL DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

**GUIDE DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE
D'AMNESTY INTERNATIONAL**

AMNESTY INTERNATIONAL est un mouvement rassemblant 10 millions de personnes qui fait appel à l'humanité en chacun et chacune de nous et milite pour que nous puissions toutes et tous jouir de nos droits humains. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les dirigeants et dirigeantes tiennent leurs promesses, respectent le droit international et sont tenus de rendre des comptes.

Indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion, Amnesty International est essentiellement financée par ses membres et des dons de particuliers.

Nous avons la conviction qu'agir avec solidarité et compassion aux côtés de personnes du monde entier peut rendre nos sociétés meilleures.

Index AI : ACT 10/7471/2024

Janvier 2024

Langue originale : anglais

amnesty.org/fr

